

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/S/16
7 juillet 2004

(04-2925)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES

Rapport du Président au Comité des négociations commerciales

Le Conseil du commerce des services s'est réuni en session extraordinaire le 28 juin et le 2 juillet 2004.

I. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

1. S'agissant de l'évaluation du commerce des services, le Conseil est convenu d'inviter un représentant de l'OCDE à sa prochaine réunion formelle afin de donner aux Membres la possibilité de poser des questions supplémentaires au sujet d'une étude intitulée "Services Trade Liberalisation: Identifying Opportunities and Gains" (Libéralisation du commerce des services: Identification des possibilités et des gains), qui a été présentée par l'OCDE en avril dernier.

2. Au titre du point intitulé "Propositions relatives aux négociations au titre de l'article XIX de l'AGCS", le Conseil a procédé à des discussions préliminaires et de fond sur la base d'une communication formelle sur les services logistiques présentée par les pays suivants: Australie, Liechtenstein, Maurice, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Suisse, Taipei chinois et Hong Kong, Chine. Dix-sept Membres ont pris la parole, et beaucoup ont souligné les avantages qui pourraient découler à la fois pour les pays développés et pour les pays en développement Membres d'une plus grande libéralisation de ces services. Plusieurs Membres ont noté les complémentarités possibles avec les travaux menés sur les services de transport multimodal et de transport maritime. De manière générale, les Membres ont fait part de leur désir de poursuivre le débat sur cette proposition, mais quelques-uns d'entre eux ont formulé une réserve en ce qui concerne certains des services figurant sur une liste récapitulative des services logistiques de fret annexée à la proposition, ainsi que sur la portée de l'AGCS. Un échange de vues préliminaire a eu lieu au sujet d'une déclaration conjointe informelle faite par le Chili, l'Inde et le Mexique sur la libéralisation du mode 1 dans le cadre des négociations au titre de l'AGCS. Alors que de nombreux Membres se sont déclarés désireux de continuer l'échange de vues sur le mode 1, plusieurs délégations ont réitéré qu'il importait de poursuivre les négociations sur les quatre modes de fourniture. Enfin, le Conseil est revenu à une proposition antérieure émanant d'un groupe de 15 pays en développement et portant sur la libéralisation du mode 4 dans le cadre de l'AGCS. La délégation de l'Inde a fait quelques suggestions pratiques afin de contribuer à organiser et à faire avancer le débat du Conseil sur cette question. Le Conseil est convenu de commencer à débattre de ces suggestions lors d'une future réunion informelle. De plus, il est convenu de faire distribuer un rapport de la CNUCED ainsi qu'un rapport conjoint Banque mondiale-OIM-OCDE sur le mode 4 et d'inviter des représentants de ces organisations à présenter leurs rapports lors de la prochaine réunion.

3. Au titre du point intitulé "Examen des progrès accomplis dans les négociations, y compris conformément au paragraphe 15 des Lignes directrices pour les négociations", une délégation, rappelant une proposition antérieure tendant à examiner dans quelle mesure des engagements

significatifs sur le plan commercial avaient été offerts aux pays en développement, a présenté oralement une analyse détaillée de la qualité des engagements relatifs au mode 4 proposés dans les 40 premières offres initiales.

4. À Doha, les Ministres sont convenus que les offres initiales devaient être communiquées d'ici au 31 mars 2003. À ce jour, 44 offres ont été reçues (les Communautés européennes comptant pour un Membre). Ainsi, 65 Membres ont présenté une offre, le dernier en date étant le Brésil qui a communiqué son offre le 28 juin 2004. Mis à part les pays les moins avancés Membres, quelque 52 Membres doivent encore communiquer une offre initiale. À mon avis, cela est très préoccupant.

5. Dans un rapport antérieur, j'ai informé le Comité des négociations commerciales que j'avais l'intention d'engager des consultations bilatérales "confidentielles" avec les Membres qui n'ont pas présenté d'offre initiale afin de connaître les raisons de ces retards et de déterminer si une quelconque assistance technique pourrait être fournie. À l'exception de deux Membres que je prévois de rencontrer bientôt, j'ai tenu ces consultations avec tous les Membres concernés ayant une représentation à Genève et j'ai contacté les Membres sans représentation. Plusieurs des Membres que j'ai consultés ont indiqué qu'ils pouvaient et souhaitaient présenter leurs offres initiales avant la fin de juillet tandis que d'autres ont fait savoir qu'il leur faudrait plus de temps. Ces réunions se sont déroulées dans une atmosphère constructive et m'ont permis de mieux comprendre les difficultés d'ordre politique et technique rencontrées. Ces difficultés tiennent entre autres choses aux aspects techniques complexes de l'élaboration d'une offre, au nécessaire processus de coordination nationale impliquant les services gouvernementaux et les autres parties prenantes, à la charge excessive résultant de demandes volumineuses et au ralentissement des progrès dû au non-respect des délais et à la Réunion ministérielle de Cancún.

II. TRAVAUX FUTURS

6. En considérant la voie à suivre, nous devrions garder à l'esprit l'"architecture des négociations" dont les Membres sont convenus pour les négociations sur les services. Conformément à l'article XIX de l'AGCS, les Membres ont adopté les Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services, les Modalités du traitement de la libéralisation autonome et les Modalités du traitement spécial pour les pays les moins avancés. Ces instruments continuent d'orienter les négociations et d'en définir le cap principal. Entre autres choses, ils réaffirment que les négociations visent à obtenir une élévation progressive des niveaux de libéralisation, exigent que les Membres accordent une attention spéciale aux secteurs et aux modes de fourniture qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations, et reconnaissent le droit des Membres de réglementer et d'introduire de nouvelles réglementations. En outre, les Membres restent décidés à intensifier leurs efforts pour conclure les négociations sur l'élaboration de règles. Plusieurs Membres ont souligné qu'il était important de maintenir un équilibre entre les négociations sur les règles et les négociations sur les engagements spécifiques. Les Membres reconnaissent également qu'un engagement total de tous les participants est de la plus haute importance pour le succès des négociations.

7. Comme je l'ai indiqué à diverses reprises au Comité des négociations commerciales, les offres sont généralement de qualité moyenne et plusieurs Membres se sont dits déçus à cet égard.

8. Les Membres conviennent qu'une étape future importante des négociations sera la présentation d'offres révisées. Une décision sur la date de présentation des offres révisées devra tenir compte de la nature particulière des négociations sur les services qui reposent principalement sur le processus de demandes et d'offres. Pour que ce processus progresse et aboutisse de façon satisfaisante, il faudra peut-être plusieurs séries successives de révisions, qui consolideraient les résultats des négociations bilatérales ainsi que des travaux entrepris par les Membres sur les questions techniques. Plusieurs Membres ont indiqué que la date de présentation des offres révisées devrait se

situer trois ou quatre mois avant la sixième Réunion ministérielle. Toutefois, actuellement, les Membres ne jugent pas possible de recommander une date spécifique pour la présentation de ces offres. Les discussions sur une date pour la présentation des offres révisées ont été entravées par l'incertitude concernant les autres dates clés en relation avec les négociations dans le cadre du PDD, y compris la date de la sixième Réunion ministérielle. Une date doit toutefois être fixée pour la présentation des offres révisées et plusieurs Membres ont dit que cette date devait être arrêtée par le Comité des négociations commerciales dans le cadre du résultat escompté en juillet 2004.

9. Les membres de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services devraient examiner tous les aspects des négociations avant la prochaine Réunion ministérielle afin de présenter un rapport complet, incluant d'éventuelles recommandations, au Comité des négociations commerciales.

10. Par conséquent, j'ai le plaisir d'annoncer que la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services est convenue de faire progresser encore les négociations sur les services sur la base des recommandations ci-jointes, et je propose que le Comité des négociations commerciales les approuve afin de définir l'orientation de la prochaine phase des négociations sur les services.

Recommandations de la Session extraordinaire du Conseil du commerce
des services au Comité des négociations commerciales

La Session extraordinaire du Conseil du commerce des services est convenue de faire progresser encore les négociations sur les services sur la base des recommandations suivantes:

- a) Les Membres qui n'ont pas encore présenté leurs offres initiales doivent le faire dès que possible.
 - b) Une date pour la présentation d'une série d'offres révisées devrait être établie dès que possible.
 - c) En vue d'assurer à tous les Membres un accès effectif aux marchés et de garantir un résultat concret, les Membres s'emploieront à assurer la bonne qualité des offres, en particulier dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations, une attention spéciale devant être accordée aux pays les moins avancés.
 - d) Les Membres s'efforceront d'obtenir une élévation progressive des niveaux de libéralisation sans qu'aucun secteur de service ou mode de fourniture ne soit exclu *a priori* et accorderont une attention spéciale aux secteurs et aux modes de fourniture qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations. Les Membres notent l'intérêt des pays en développement, ainsi que d'autres Membres pour le mode 4.
 - e) Les Membres doivent intensifier leurs efforts pour conclure les négociations sur l'élaboration de règles dans le cadre des articles VI:4, X, XIII et XV de l'AGCS conformément à leurs mandats et délais respectifs.
 - f) Une assistance technique ciblée devrait être accordée en vue de permettre aux pays en développement de participer de manière effective aux négociations.
 - g) Aux fins de la sixième Réunion ministérielle, la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services examinera les progrès réalisés dans ces négociations et présentera au Comité des négociations commerciales un rapport complet, incluant d'éventuelles recommandations.
-